

Koula Mellos et Patrick Savidan (sous la direction de) — *Pluralisme et délibération. Enjeux en philosophie politique contemporaine*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, 193 p. (Coll. « Philosophica », n° 50).

Dans le contexte européen de 2001, marqué par le débat autour de l'élargissement de l'Union européenne vers douze pays candidats, dont plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, en quoi ce collectif peut-il aider à comprendre les questions fondamentales qui se posent aux sociétés contemporaines? Pour poursuivre la lecture à l'aune des débats communautaires, comment repenser le fondement d'une société? Qu'est-ce que la nouvelle gouvernance et la transparence que l'on souhaite y retrouver? Quelle éthique pour les sociétés contemporaines? C'est à ces questions et à de nombreuses autres que répond l'ouvrage de Koula Mellos et Patrick Savidan.

Dans sa présentation des tendances contemporaines, Mellos présente un bilan historiographique qui permet au lecteur de resituer les débats actuels dans le fil des discussions antérieures. Utile, certes pour quiconque a perdu de vue la filiation entre les Habermas, Foucault et autres Gadamer avec les Hobbes et les Locke. De quoi discute-t-on? Des rapports entre l'individu et la collectivité, bien sûr. Existe-t-il une hiérarchie entre ces notions? Dans la gestion publique, que devrait-on privilégier? Quelles sont les réponses apportées? Dans sa conclusion, Mellos en mentionne quatre : l'individualisme indépendant, le communautarisme culturel, le procéduralisme et l'individualisme expressif. Selon l'auteure, seules les perspectives communautariste et procéduraliste offrent une solution politique viable. Pourquoi? Parce qu'ils font appel à un ordre supérieur à l'individu, à cette notion peut-être un peu archaïque à l'heure de la mondialisation, d'intérêt commun, de bien commun.

Dans la deuxième partie, les quatre contributions s'attaquent à démontrer, par des études de cas, la nécessité de la transcendance telle qu'exprimée dans la conclusion de Mellos. Dans un premier temps, Alain Renaut sonde les fondements philosophiques du multiculturalisme. Inutile sans doute de rappeler l'actualité de ce concept dans la gestion de la *res publica* européenne, par exemple. Renaut, en suivant la pensée de Max Weber, fournit plusieurs éléments. Par une analyse serrée des Essais sur la théorie de la science, Renaut ouvre des pistes spécifiques pour définir et comprendre ce qui est fondamentalement en jeu dans le multiculturalisme. Carl Schmitt poursuit la pensée de Weber en utilisant la formule « *Auctoritas, non veritas facit legem* » pour aboutir au décisionnisme pur. Comment mettre en application cette pratique dans des contextes divers? Encore une fois, la contingence du monde réel tempère l'ordre idéal.

Dans un deuxième temps, Geneviève Nootens analyse les fondements de la tolérance religieuse, particulièrement dans la dichotomie qu'elle suppose entre l'ordre public et l'ordre privé, tous deux assortis de principes et de valeurs spécifiques. Que faire pour maintenir la cohérence entre ces ordres? Que faire pour gérer les rapports parfois conflictuels entre valeurs individuelles et bien commun? Si l'on prend la tolérance religieuse, l'on perçoit toute l'actualité de cette analyse. Quelles

réponses y apporte la philosophie politique? Il est nécessaire d'exposer les conditions nécessaires à cette coexistence, de clarifier les rapports entre ces deux sphères pour finalement introduire le jugement de la raison publique tel qu'évoqué par John Rawls. Cette action, conclut l'auteure, s'articule autour de trois vecteurs : l'impartialité et l'universalité des raisons communes et la pratique des vertus libérales.

Dans un troisième temps, Roberto Miguelez pose la question de l'autonomie des acteurs du processus démocratique. Relisant Robert A. Dahl, l'auteur s'attache à démontrer toute la difficulté, mais aussi l'ambiguïté de poser comme postulat l'autonomie du sujet comme pierre d'angle de la démocratie. Selon les modèles monologique, exprimé par Hobbes et par Habermas, et dialogique de la démocratie, formulé par Blanc, Fourier, Marx, Rousseau ou Habermas, l'auteur décrypte la position de l'acteur dans ces conceptions de la démocratie. Utopie? Acquis? Donnée? Miguelez croit qu'il s'agit d'un « acquis qui s'obtient dans la pratique de l'autonomie elle-même ».

Dans un quatrième temps, Guy Lafrance s'attaque au défi que posent les particularismes à la démocratie. En comparant les principaux auteurs du XVIII^e et du XIX^e siècle, l'auteur établit le lien entre d'une part la valeur, la norme et d'autre part l'universel, l'égalité de droit. Entre le culte de la différence et la nécessité d'une organisation sociale et politique soucieuse d'ordre, que choisir? Comment concilier l'universel et le particulier? Locke, Spinoza, Rousseau et Kant ont apporté des éléments d'analyse qui tempèrent la portée universaliste de la démocratie. En se référant à la situation actuelle, l'auteur rappelle qu'affirmer de manière inconditionnelle le droit à la différence, c'est remettre en cause la signification même du droit. Droit régulateur doté d'une vision universaliste? Là se trouve la tension porteuse de sens pour maintenant.

La troisième partie présente deux études de cas consacrées à l'éthique : éthique philosophique, éthique du droit. La première étude de cas, sous la plume de Patrick Savidan, expose le problème de la cohérence entre le type d'éthique privilégiée et l'inscription du jugement moral dans une tradition et dans une communauté. Pour ce faire, les travaux de Hans-Georg Gadamer sont au coeur de l'exposé. Ce qui interpelle sans doute l'historien, c'est ce concept de « travail de l'histoire » (*Wirkungsgeschichte*). L'individu prend conscience de ce travail de l'histoire : dans le contexte d'une communauté, cela lui permettrait, d'une part, de prendre une certaine distance, une certaine autonomie par rapport au groupe et, d'autre part, de saisir la dimension déterminée de son existence à travers ce groupe. Comme dans les précédentes analyses, c'est à la mise en application que se posent de nouveaux problèmes. Ici, la distance physique et temporelle qui se traduit par la question éthique entre mémoire d'une communauté idéale ou idéalisée et individu autonome.

La seconde étude de cas que conduit Koula Mellos s'attarde à la production du philosophe Charles Taylor. Quel est le sens, quels sont les fondements du jugement moral chez Taylor? C'est essentiellement à travers l'ouvrage *Les sources du moi : la formation de l'identité moderne* (1998 en français) que Mellos distingue les éléments d'une spécificité taylorienne. Après une mise en perspective historiographique, le réalisme moral de Taylor se définirait comme une conjonction des aspirations individuelles avec le bien public qui tendrait à les transposer en actions publiques. Cette

liaison suppose différentes articulations en terme d'expression où le sujet constitue l'interface entre individualité et communauté.

La quatrième partie propose deux analyses qui déchiffrent la réalité existante dans ses rapports avec l'extérieur (communication mondiale, organisation économique mondiale, universalité des droits de l'homme) et l'hybridité politique telle que vécue à Toronto. Cette dernière partie est sans doute la plus faible de ce collectif. Est-ce un avatar du genre? Si les trois premières parties construisaient une analyse dense voire touffue du débat philosophique sur les rapports entre individu et communauté, l'on se retrouve confronté à des analyses qui prennent le risque de sonder l'actualité, de mettre en pratique les constats théoriques. Sans que cet essai se révèle concluant, il a le mérite de traiter de la question de l'identité du sujet confronté à la mondialisation. La notion d'hybridité permettrait de transcender ce phénomène. C'est une dynamique bien mise en évidence par les psychologues sociaux : l'individu se construit une identité en kaléidoscope qui lui permet de s'adapter en fonction du contexte. Ces identités ne sont pas forcément concurrentielles ou contradictoires. Elles coexistent et sont activées en fonction des besoins de l'individu.

Pour conclure, on se trouve face à un ouvrage passionnant, riche en réflexions, en solutions, mais qui pose la question de l'engagement. Comment faire pour que les enjeux de philosophie politique puissent se traduire en action politique concrète? Ce n'est certes pas l'objectif à poursuivre, mais l'on demeure pensif lorsque l'on observe la gérance des affaires quotidiennes tant économiques que politiques. L'on souhaiterait que les gouvernants aient davantage de culture philosophique et de vision au-delà de l'instant.

Nathalie Tousignant
Université catholique de Louvain

Dean F. Oliver and Laura Brandon (foreword by J. L. Granatstein) — *Canvas of War: Painting The Canadian Experience, 1914 to 1945*. Vancouver and Toronto: Douglas & McIntyre, 2000. Pp. xiii, 178.

Aesthetically, *Canvas of War* is a beautiful book. The large (10"×10"), well-designed format by Peter Cocking and the 110 high-quality colour reproductions make it a handsome addition to the short list of three titles available in the area of Canadian war art.

There are two main sections, World War I and World War II, each of which deals with two subjects: Canada's part in the war and the official war art programmes initiated and conducted by the Canadian government from 1916 to 1918 and again from 1943 until 1945. The artworks, accompanied by captions, are grouped according to the respective programmes under which they were produced and are interspersed throughout the text. No specific authorship is given for any of the sections, nor for the explanatory captions referring to the visual material, so it must be supposed that Dean Oliver, senior historian, and Laura Brandon, curator of war art, both at the Canadian War Museum in Ottawa, collaborated on all the text.